



MAIRIE DE NOISY-LE-ROI

78590 NOISY-LE-ROI

SERVICES TECHNIQUES

ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE N°2026-067

**AUTORISATION DE VOIRIE PORTANT AUTORISATION D'ENTREPRENDRE LES TRAVAUX ET
REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION
5 RUE CARDINAL DE RETZ**

LE MAIRE de NOISY-LE-ROI (Yvelines),

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6,

VU le Code Général de la propriété des personnes publiques,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code de la Route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 5^{ème} partie signalisation temporaire),

VU le Code l'Urbanisme et notamment les articles L.421-1 et suivants,

VU le Code des Postes et des Communications Electroniques,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités territoriales,

VU la transmission de l'accord de la CAVGP en date du 20 Avril 2026,

VU la demande en date du 24/03/2026 par laquelle la société SRBG demeurant Cité du grand Cormier 78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE représentée par Monsieur Yannis DRIF demande l'autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public :

- Réalisation d'un branchement eaux usées (assainissement) 5 RUE CARDINAL DE RETZ

CONSIDERANT la nécessité de réglementer l'occupation du domaine public afin de garantir la sécurité des usagers de la voie publique,

A R R E T E

Article 1 – Autorisation

Le bénéficiaire SRBG est autorisé, sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public la réalisation des travaux :

5 Rue Cardinal de Retz (D161)

- Entre le **11/05/2026** et le **10/07/2026** pour la création de boîtes de branchement et un raccordement au réseau d'eaux usées (assainissement) pour une durée de 5 jours.

Article 2 - Prescriptions particulières

Les travaux énoncés se feront de 8h à 17h du lundi au vendredi conformément aux prescriptions édictées dans la permission de voirie n° PM 2026-086 établie par les services départementaux des Yvelines : à ce titre l'entreprise respectera un délai de prévenance de 5 jours francs auprès de la commune pour transmission de l'information de début des travaux dont la durée est fixée à 5 jours.

L'entreprise mettra en place une signalisation adaptée pour avertir les véhicules de la présence de travaux de part et d'autre du chantier.

L'entreprise travaillera en demi-chaussée : elle mettra en place un alternat avec des feux tricolores obligatoirement en tenant compte de la proximité du carrefour pour la programmation des feux tricolores de chantier.

La circulation des piétons sera interdite sur la section de trottoir au droit du 5 Rue cardinal de Retz : à ce titre l'entreprise mettra en place une signalétique adaptée ainsi que des protections pour immobiliser la section concernée et également des traversées si nécessaires pour renvoyer les piétons sur le trottoir opposé pendant la durée des travaux.

La vitesse aux abords du chantier sera limitée à 30 km/h.

Article 3 - Sécurité et signalisation de chantier

L'entreprise SRBG devra signaler son chantier conformément à la réglementation en vigueur à la date du chantier, telle qu'elle résulte notamment de l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie, consacrée à la signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié.

En cas d'absence d'arrêté permanent pris par les gestionnaires de voirie concernés précisant les modalités de réalisation de chantiers courants, ou de travaux non couverts par ces éventuels arrêtés, le bénéficiaire devra demander aux services gestionnaires un arrêté particulier réglementant la circulation et / ou le stationnement.

La signalisation devra alors respecter les prescriptions particulières de l'arrêté de police spécifique délivré.

L'entreprise SRBG a la charge de la signalisation réglementaire de son chantier et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation, qui doit être maintenue de jour comme de nuit.

En cas d'intempéries de nature à gêner la visibilité des usagers, les travaux doivent être interrompus et une signalisation adaptée sera mise en place.

En cas de danger pour les usagers, les travaux sont, à l'initiative du pétitionnaire ou de l'autorité de police, différés ou interrompus, sans préjudice de la mise en place d'une signalisation d'urgence, même en l'absence de décision de l'autorité de police.

Article 4 - Implantation, ouverture de chantier et récolement

Le présent arrêté vaut autorisation d'entreprendre aux dates suivantes suivant les prescriptions du présent arrêté :

- Date de début des travaux : **11/05/2026**
- Date de fin des travaux : **10/07/2026**

La conformité des travaux autorisés sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier et, selon le cas, durant l'exécution des travaux. Le bénéficiaire est tenu d'assurer toutes les facilités d'accès aux services du gestionnaire de la voirie pour effectuer les travaux de contrôle jugés nécessaires.

Article 5 - Redevance :

Vu la délibération n°2025-26-05-07, à compter du 1er juin 2025, une tarification d'occupation du domaine public sera appliquée de la manière suivante :

- Coupure partielle de la circulation avec emprise pour les besoins d'un chantier avec la mise en place d'une circulation alternée : le coût est de 306 € par jour soit 1 530 € pour la durée des travaux.

La facturation variera en fonction de l'occupation réelle du domaine public.

Article 6 – Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation, de l'occupation ou de l'exploitation de ses ouvrages.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui.

Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien auprès du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 - Autres formalités administratives

Le présent arrêté ne dispense pas d'obtenir si nécessaire les autorisations prévues par le Code de l'urbanisme, le Code de la Route ou toute autre réglementation s'appliquant en l'espèce.

ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE N°2026-067

**AUTORISATION DE VOIRIE PORTANT AUTORISATION D'ENTREPRENDRE LES TRAVAUX ET REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION
5 RUE CARDINAL DE RETZ**

Article 8 - Remise en état des lieux

Dès l'achèvement des travaux, le bénéficiaire est tenu d'enlever les matériaux excédentaires, de rétablir dans l'état initial la voie et ses dépendances, et de réparer tout dommage qui aura pu y être causé.

Article 9 - Durée, validité, renouvellement et remise en état

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire ; elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

La présente autorisation est valable pour une durée d'un an à compter de sa notification. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

La demande de renouvellement devra être présentée par le bénéficiaire deux mois avant la date d'expiration de la présente autorisation.

La présente autorisation vaut titre d'occupation du domaine public.

L'occupation est consentie entre le 11/05/2026 et le 10/07/2026 pour une durée de 5 jours.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans un délai d'un mois à compter de la révocation ou au terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avèreront nécessaires.

Fait à Noisy-le-Roi le 22 avril 2026

Le Maire,

Affiché le :

21/04/2026

Je soussigné, Christophe MOLINSKI, Maire de Noisy-le-Roi,
Certifie le caractère exécutoire du présent arrêté.
Le Maire, Christophe MOLINSKI

Christoph MOLINSKI,

DIFFUSION :

- *Directrice Générale des Services*
- *La Police Municipale*
- *Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Noisy-le-Roi*
- *SRBG*

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document